

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 4 MARS 1973
GIRONDE - 9e CIRCONSCRIPTION

FRONT NATIONAL

Roger PALMIERI

Avocat Honoraire à la Cour d'Appel de Paris,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Engagé volontaire Guerre 1939-1940,
Croix du Combattant volontaire - Croix du Combattant, blessé de guerre,
Ancien président national et président d'Honneur
de l'Union des Combattants et Mutilés Corses,
Co-fondateur du Parti Agraire et Paysan,
Président du Club des Girondins,
Président National du Centre Démocrate et Républicain.

ELECTRICES,
ELECTEURS,

Aux élections législatives de 1967, répondant aux sollicitations de mes nombreux amis de la neuvième circonscription, j'ai posé ma candidature et, lors de cette consultation, M. Robert Boulin fut mis en ballottage, ne passant péniblement qu'au second tour, et avec la plus mince des majorités.

Aux élections de 1968, la grande peur provoquée par les événements de mai a permis au maire de Libourne de l'emporter, dès le premier tour — et à sa grande surprise — avec 138 voix de majorité seulement, sur 43 405 votants.

C'est dire que le présent scrutin risque d'être fatal à M. Boulin.

Car, depuis 1968, nombreux ont été les événements qui n'ont pas précisément apporté de l'eau au moulin gaulliste. En effet, De Gaulle a disparu, laissant le plus lamentable des passifs.

UN BILAN GAULLISTE ECRASANT :

- Une France isolée, ayant rompu avec ses alliés traditionnels ;
- Une politique extérieure orientée uniquement vers les Etats communistes et les gouvernements arabes ;
- Une politique financière si ruineuse que, dès le départ de De Gaulle, il fallut procéder à une dévaluation du franc ;
- Une politique économique si incohérente que la montée des prix n'a jamais pu être compensée par une augmentation suffisante des revenus et des salaires ;
- Une politique absurde à l'égard du petit et moyen commerce, de l'artisanat et des travailleurs indépendants, accablés sous le poids de charges fiscales aberrantes, notamment sous celui des patentes qui constituent un véritable impôt sur le droit au travail ;
- Une politique agricole qui n'a su freiner l'exode rural et qui a établi et maintenu une T.V.A. à 17,60 %, alors que M. Boulin avait formellement promis qu'elle serait abaissée à 6 % ;
- Une politique militaire de prestige qui, avec notre dérisoire « force de frappe », a obéré et obère encore, inutilement, le budget national ;
- Une politique gaullienne de prestige pur qui nous a conduits à engloutir plusieurs milliers de milliards anciens, dans la construction d'un Concorde qui se révèle invendable ;
- Une politique d'aide au tiers-monde qui assure une existence somptueuse aux rois nègres — qui régentent nos anciennes possessions d'Outre-Mer — alors que nous manquons d'autoroutes, d'hôpitaux, d'écoles et que les « vieux » de chez nous, pour beaucoup, finissent leur existence dans des conditions misérables ;
- Une politique d'ingratitude à l'égard des anciens combattants de 1914-1918 et de 1939-1945 et, surtout, de ceux qui ont combattu en Algérie et auxquels on refuse la carte du combattant ;
- Une attitude de mépris envers les rapatriés, dont on ne se soucie qu'à la veille des consultations électorales, pour les oublier, une fois celles-ci passées.

Dans tous les domaines,
jamais faillite ne fut plus complète.

Et c'est ce bilan désastreux que le ministre Boulin ose défendre, devant un corps électoral qui, depuis quinze ans, a été odieusement abusé, vous demandant de faire de lui le syndic d'une faillite dans laquelle il porte la plus lourde des responsabilités, puisqu'il n'a cessé — tout au long du règne gaullien — de siéger dans les conseils du gouvernement.

Quand on porte une telle responsabilité, la plus élémentaire pudeur dicterait au responsable de se couvrir la tête de cendres et de tenter de se faire oublier. Au lieu de cela, M. Boulin a le triste courage de vous demander de lui faire, une fois de plus, confiance.

Comment le pays pourrait-il renvoyer au Parlement un homme appartenant à une majorité qui sombre dans le discrédit et **dans la boue des innombrables scandales** qui éclaboussent les dirigeants du régime, donnant raison au proverbe arabe qui prétend que **« c'est par la tête que pourrit le poisson » ?**

NOTRE POSITION

Le FRONT NATIONAL, sous l'égide duquel nous nous présentons, entend mettre fin à l'existence d'un régime qui n'a que trop duré et faire obstacle au communisme dont l'actuelle progression est imputable à la politique des divers gouvernements gaullistes. **C'est la politique extérieure que nous suivons, depuis quinze ans, qui est responsable du péril communiste en France.**

La politique pro-soviétique de De Gaulle et de Pompidou a « dédouané » le parti communiste français. Comment se dresser contre celui-ci, quand on voit le président Pompidou aller passer le week-end, dans la « datcha » du super-communiste Breijnev — et ce, à la veille des élections ? Nous sommes là en présence d'une imposture qui risque de peser lourd sur le destin national.

Nous entendons — quant à nous — face à la droite capitaliste et rétrograde représentée par les candidats de la majorité, promouvoir une droite nationale, démocratique et sociale qui instaurera un régime plus humain, moins soumis à une administration toujours plus oppressive (cette oppression est tellement évidente qu'il a fallu créer un poste nouveau, celui du « médiateur », qui recevra les doléances du public !), un régime plus empreint de justice sociale.

Nous entendons — face à la montée du communisme et à l'impuissance du gaullisme — défendre la Communauté française.

CE QUE NOUS PRECONISONS

Sans démagogie, un certain nombre d'objectifs peuvent être atteints :

- Abrogation de la loi d'orientation, dite loi Edgar Faure, qui a désagrégé nos institutions scolaires et universitaires, livré l'enseignement au marxisme, confié les programmes à des insensés, introduit officiellement la politique à l'école et au lycée, substitué l'éducation sexuelle à l'éducation tout court.

- Egalisation des mesures obligatoires de protection sociale (maladie, invalidité, vieillesse) pour toutes les catégories de travailleurs, salariés, commerçants, artisans, etc., les mesures complémentaires relevant des possibilités et de l'initiative de chacun et d'une gestion mutualiste ou privée.

- Libéralisation et clarification des lois et règlements d'incidence économique et professionnelle, aussi bien en ce qui concerne l'industrie, l'artisanat et le commerce que les carrières libérales, médicales, indépendantes, etc.

- Réduction des pénalités en matière de contributions ou charges sociales et humanisation des procédures.

- Réglementation très stricte de l'immigration, ne laissant entrer en France que les honnêtes travailleurs et refoulant impitoyablement ceux qui finissent par encombrer nos hôpitaux et nos prisons et qui représentent une charge considérable pour la collectivité.

- Une politique agricole respectant la propriété — menacée par le programme commun. Pas d'Office du vin. Pas d'Office de la viande. Refus de politiser et de socialiser la coopération, trop souvent prise en main par une bureaucratie dont la défense de la production est le moindre des soucis.

Je ne vous ai pas tenu le langage habituel des candidats. Je ne vous ferai pas de promesses démagogiques. Vous avez tous été assez trompés pour savoir ce qu'elles valent.

Je ne vous affirme pas que, si vous m'envoyez à l'Assemblée nationale, j'y accomplirai des miracles.

Je n'ai à mettre à votre disposition que ma loyauté, mon travail, mon sérieux, ma foi, mon dévouement au bien commun.



SUPPLEANT :
Jacques RICARD
Commerçant,
Ancien combattant.

[signature]

Président national
du Centre Démocrate et Républicain

présenté par le
FRONT NATIONAL

Gip - Libourne